

Unité interdépartementale des deux Savoie
3, rue Paul Guiton, 74000 Annecy

Annecy, le 15 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EXCOFFIER RECYCLAGE
ROUTE DU STADE
74 350 Villy-le-Pelloux

Références : 20240410-RAP-ExcoffierMarignier-Inspection
Code AIOT : 0010800070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10 avril 2024 dans l'établissement EXCOFFIER RECYCLAGE implanté 1218 AV DU STADE 74970 MARIGNIER. L'inspection a été annoncée le 23 février 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EXCOFFIER RECYCLAGE
- 1218 AV DU STADE 74970 MARIGNIER
- Code AIOT : 0010800070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Guy Dauphin Environnement (GDE) a été autorisée, par arrêté préfectoral du 26 février 2009, à exploiter un centre de tri, transit et regroupement de déchets ainsi qu'un centre VHU sur la commune de Marignier. Le référentiel réglementaire de l'établissement a été complété par arrêté du 2 avril 2015, prescrivant la constitution de garanties financières, puis par arrêté du 17 avril 2015 portant agrément du centre de véhicules hors d'usage (VHU) et mettant à jour les rubriques de classement des activités.

Le site occupe une surface de 19 000 m², dont environ 3 500 m² couverts et comprend une installation de dépollution de VHU, des installations de tri, transit, regroupement de déchets industriels dangereux et non dangereux ainsi que de traitement de déchets métalliques non dangereux

La société EXCOFFIER Recyclage a été autorisée, sur la base d'une demande en ce sens, à devenir le nouvel exploitant de l'établissement par arrêté PAIC-2021-0050 du 12 mai 2021.

Thèmes de l'inspection :

- Volume des activités
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction – Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle. À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle et la prescription contrôlée ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats : Les fiches de constats en partie 2-4 fournissent les informations exhaustives pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Délais proposés
1	Situation administrative : volumes des activités	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.3	Demande d'action corrective	1 mois
2	Rétention et gestion des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 2.4.4		

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	VLE des rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel et fréquence	Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, articles 2.4.5 et 2.5.2
4	Surveillance PFAS dans les rejets liquides	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, articles 2, 3 et 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Nous demandons à l'exploitant de réaliser les actions suivantes sous un délai d'un mois :

- transmettre un dossier de porter à connaissance portant sur :
 - la modification de la pondération des déchets présents sur le site et, le cas échéant, la modification des installations classées, comprenant notamment :
 - la répartition des différents déchets issus de la collecte sélective, entre les rubriques 2714 et 2716, comme cela a été fait pour le site de Chêne-en-Semine ;
 - l'évolution des quantités des déchets multi matériaux visés par la rubrique 2716,
 - un plan actualisé des stockages de déchets présents sur le site,
- transmettre un échéancier des travaux de l'installation du dispositif de rétention des eaux extinction incendie et du séparateur d'hydrocarbures aérien. Ces travaux devront être réalisés sous un délai maximal de 6 mois. À l'issue des travaux, il transmettra également un plan actualisé des réseaux.

Enfin, nous demandons à l'exploitant de transmettre les résultats de surveillance PFAS dans les rejets liquides, sous un délai de 2 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative : volumes des activités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 1.3			
Thème : Situation administrative, volume des activités			
Prescription contrôlée : Les activités exercées sur le site sont visées par les rubriques citées à l'article 1.3 de l'arrêté Préfectoral du 26/02/2009, modifié par l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17/04/2015.			
<p>Constats : Les volumes et quantités de déchets présents sur le site sont dans l'ensemble conformes à ceux autorisés par arrêté préfectoral du 26/02/2009, article 1.3, modifié.</p> <p>Toutefois, il a été constaté que la répartition entre les rubriques 2714 et 2716 des différents déchets issus de la collecte sélective doit être clarifiée, selon le type de déchets.</p> <p>Concernant les déchets multi-matériaux visés par la rubrique 2716, le volume de stockage lors de la visite d'inspection était de l'ordre de 450 m³, pour un volume autorisé de 300 m³.</p> <p>Enfin, il a été constaté que les déchets d'équipements électriques et électroniques de type PAM (petit appareils en mélange), autrefois stockés à l'intérieur d'un bâtiment, sont désormais placés à environ 10 mètres de l'ancien emplacement, dans une alvéole sous auvent. L'exploitant a fait ce choix sur la base du retour d'expérience d'un départ de feu dans ces déchets, survenu sur un autre site qu'il exploite et afin de ne pas impacter le bâtiment en cas d'incendie. Les volumes de stockage de PAM n'ont pour autant pas évolués.</p>			
Rubrique et régime	Activité	Niveau autorisé sur le site	Niveau constaté sur site le jour de l'inspection
2711-2 D	Tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) 2 – la quantité présente sur le site étant comprise entre 100 et 1000 m ³	180 m ³	Environ 125 m ³ répartis entre des DEEE en bacs et GEMFroid présents sur site.
2712-1.b E	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage b – la surface de l'installation étant comprise entre 100 et 30 000 m ²	Surface autrefois dédiée à l'activité 7860m ²	L'exploitant a suspendu l'activité de traitement de VHU sur le site. Il ne dispose plus de l'agrément nécessaire.
2713-1 E	Transit, regroupement et tri de métaux et de déchets métalliques non dangereux, d'alliages de métaux et de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités	Surface dédiée au stockage de métaux : 7 400 m ²	Transit réalisé actuellement sur une aire extérieure d'environ 1 200 m ²

	visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712, 1- surface supérieure ou égale à 1 000 m ²		
2714-2 D	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, 2 – volume susceptible d'être présent dans l'installation inférieur à 1 000 m ³ .	Volumes maximaux de déchets présents dans l'établissement : – plastiques 300m ³ , – pneumatiques 80 m ³ – papiers/cartons 300 m ³ – bois 200m ³ Total : 880 m ³	– plastiques 30 m ³ , – pneumatiques 35 m ³ – papiers/cartons 270 m ³ – bois 120 m ³ – déchets de Collecte Sélective : 360 m ³ Total : 815 m ³
2716-2 DC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714 et 2715, 2 – volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Volumes maximaux de déchets non dangereux Total : 300 m ³	Total présent sur site : 450 m ³
2718-1 A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2717, 1 – la quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne.	Quantités maximales de déchets présents dans l'établissement : – Batteries : 80 t – boues d'usinage : 200 t Total : 280 tonnes	– Batteries : 1 t – boues d'usinage : 25 t Total : environ 26 tonnes
2791-1 A	Installation de traitement de déchets non dangereux 1 – la quantité journalière de déchets traitée étant supérieure à 10 t	Opérations d'oxycoupage : 200 t/jour	L'exploitant a suspendu cette activité.

À noter que le site est également classable sous la rubrique 3550-A du fait qu'il soit autorisé à du stockage temporaire de déchets dangereux à hauteur de 280 tonnes, bien qu'au jour de l'inspection, il n'atteignait pas le seuil de la rubrique 3550 fixé à 50 tonnes.

Demande d'action corrective : Concernant le volume des stockages sur site, nous constatons une évolution dans la répartition des déchets classés sous les rubriques 2714 et 2716. Toutefois, les quantités constatées correspondent toujours au régime de la déclaration. Nous demandons néanmoins à l'exploitant de transmettre, sous un délai d'un mois :

- une demande de modification de la pondération des déchets présents sur le site comprenant notamment la présentation de l'évolution des installations classées du site, et notamment une répartition des différents déchets issus de la collecte sélective, entre les rubriques 2714 et 2716, comme cela a été fait pour son site de Chêne-en-Semine ;
- Concernant les déchets multi matériaux de la rubrique 2716, ramener son stockage au volume autorisé de 300 m³. À défaut, il transmettra un dossier de porter à connaissance pour être autorisé à un volume plus élevé ;
- un plan actualisé des stockages de déchets présents sur le site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Rétention et gestion des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 2.4.4

Thème : Risques accidentels, Rétentions et Gestion eaux incendie

Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction incendie sont confinées sur le site par la fermeture d'une vanne d'isolement située en aval du séparateur à hydrocarbure. Cette vanne est clairement identifiée, accessible...

<p>Constats : L'exploitant a fait réaliser en février 2023, un état des lieux des rétentions du site par la société « Géomètre Expert », qui a déterminé l'orientation des eaux d'extinction incendie vers le Sud-est du site et non vers le Nord-Ouest comme initialement envisagé.</p> <p>L'exploitant a également présenté un calcul selon la D9A relatif au dimensionnement de la rétention des eaux extinction incendie, concluant à un besoin de 600 m³.</p> <p>Compte tenu des éléments précédents, l'exploitant va modifier les modalités de confinement des eaux d'incendie de l'établissement et mettre en place rapidement une rétention de 600 m³, en amont d'une pompe de relevage vers un séparateur d'hydrocarbure aérien. En cas d'incendie, le confinement sera assuré de façon passive par le non démarrage de la pompe.</p> <p>Pour justifier l'avancement de sa démarche, l'exploitant a présenté un devis de mars 2024 pour la mise en place de la rétention par la société « Alpes Géo Étanchéité ». Le devis pour le séparateur aérien est en attente...</p>
<p>Demande d'action corrective : Nous demandons à l'exploitant de transmettre sous un délai d'un mois, un échéancier de la réalisation des travaux de création des dispositifs de rétention des eaux d'extinction incendie et de mise en place du séparateur à hydrocarbures, qui devront être réalisés dans un délai maximal de 6 mois.</p> <p>À l'issue des travaux, il transmettra également un plan actualisé des réseaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : VLE des rejets liquides avant rejet dans le milieu naturel et fréquence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, articles 2.4.5 et 2.5.2</p>
<p>Thème : Risques chroniques, rejets liquides : vle et fréquence</p>
<p>Prescription contrôlée : Rejets liquides : Arrêté Préfectoral du 26/02/2009, article 2.4.5 et 2.5.2 : Analyse annuelle et respect des valeurs limites d'émissions (VLE) du rejet des eaux de pluie susceptibles d'être polluées.</p>
<p>Constats : Concernant les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, l'exploitant suit l'ensemble des paramètres prescrits, aux fréquences annuelles prévues.</p> <p>Concernant le respect des valeurs limites d'émission, il est constaté à la lecture des derniers résultats disponibles datés du 2 avril 2024, que les teneurs et paramètres respectent les limites réglementaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Surveillance PFAS dans les rejets liquides

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2, article 3 (liste des substances PFAS à analyser), article 4 (transmission des résultats)</p>
<p>Thème : Risques chroniques, Surveillance PFAS</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit une liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes et rejetées.</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté la liste des substances PFAS susceptibles d'être présentes sur son site et rejetées dans les effluents liquides. Le site étant une installation destinée au tri, transit, et regroupement de déchets dangereux et non dangereux, il a choisi de faire porter ses analyses sur l'ensemble des 28 substances PFAS, listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.</p>

L'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des PFAS dans les rejets aqueux des ICPE soumises à autorisation, fixe un délai de 9 mois pour réaliser la première campagne d'analyse à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté susvisé. L'exploitant a précisé que la première analyse était prévu le 25 mars 2024, la seconde en avril et la troisième en mai. Cette fréquence pourra être respectée en fonction de la pluviométrie pour les deux points de rejets d'eaux pluviales potentiellement impactées par les activités.

Par ailleurs, une relance a été effectuée le 8 mars 2024 par l'inspection, demandant aux exploitants concernés, de créer leur cadre de surveillance PFAS sur le site de télédéclaration GIDAF. Il a été constaté sur l'outil GIDAF que l'exploitant a bien créé son cadre GIDAF pour pouvoir renseigner les résultats d'analyse.

Observation : transmettre les résultats d'analyses PFAS sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Sans suite